

Envoyé en préfecture le 27/05/2021  
Reçu en préfecture le 27/05/2021  
Affiché le  
ID : 059-215900127-20210521-ARR1142021-AR



## Ville d'Anor

**ARR 114 2021 : Arrêté de non opposition à la déclaration préalable n° 059 012 21 Z0020 présentée par M. Marc CHAMPAGNE 13 rue de la Papeterie à ANOR**

**Réf. Nomenclature Nationale « Actes » : 2.2. ACTES RELATIFS AU DROIT D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS**

**Affaire suivie par : PH**

<b>Demande déposée le 05/05/2021</b>	
<b>Avis de dépôt affiché le :</b>	
<b>Par :</b>	Monsieur Marc CHAMPAGNE
<b>Représenté par :</b>	
<b>Demeurant à :</b>	n° 7 rue Voltaire 59212 WIGNEHIES
<b>Sur un terrain sis :</b>	n°13, rue de la Papeterie
<b>à :</b>	59186 Anor
<b>Cadastré :</b>	D 2532
<b>Nature des travaux :</b>	Surélévation d'une construction existante (création d'une chambre)

**N° DP 059 012 21 Z0020**

**Surfaces de plancher autorisée : 18 m<sup>2</sup>**

**Nb bâtiments : 1**  
**Nb logements : 0**

**Destination : Habitation**

### Le Maire de la Commune d'Anor,

Vu la déclaration préalable présentée le 05/05/2021 par **Monsieur CHAMPAGNE Marc** demeurant n°7 rue Voltaire, Wignehies (59212) ;  
Vu l'objet de la déclaration pour la Surélévation d'une construction existante (création d'une chambre) située n°13 rue de la Papeterie, à Anor (59186) ;  
Vu le Code de l'urbanisme,  
Vu le décret n°2014-1661 du 29/12/2014 portant à 3 ans le délai de validité des autorisations d'occupation du sol qui se substitue à l'article R.424-17 du Code de l'Urbanisme ;  
Vu les articles L.421-4 et suivants, et R.421-9 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs aux diverses autorisations et aux déclarations préalables,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16/06/2016 ;

*Considérant que le projet, objet de la demande, consiste en la surélévation d'une construction existante (création d'une chambre) située n°13 rue de la Papeterie, à Anor (59186) pour une surface de plancher créée de 18 m<sup>2</sup> ;*

*Considérant que le terrain d'assiette du projet est identifié en zone urbaine « UA » au Plan Local d'Urbanisme sus-visé ;*

*Considérant que la construction projetée présente une gouttière en limite de propriété Nord-Ouest ;*

*Considérant l'article « UA 7 » du Plan Local d'Urbanisme qui dispose : « a) **Les constructions doivent être jointives à au moins une limite latérale.** En cas de présence de plusieurs constructions sur une même parcelle, cette exigence doit être réalisée par au moins une construction. [...] » ;*

*Considérant que le projet, dans ses dispositions actuelles, ne respecte pas l'article pré-cité ;*

### ARRÊTÉ :

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Il n'est fait aucune opposition à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

☒ Mairie d'Anor Direction Générale des Services 5 & 5 bis rue Léo Lagrange B.P. n°3 59 186 ANOR Page 1 sur 2

☎ 03.27.59.51.11 📠 03.27.59.55.11 🌐 www.anor.fr 📧 contact-mairie@anor.fr

Retrouvez en ligne les procès verbaux du Conseil Municipal sur le site portail du territoire [www.cc-actionpaysdefourmies.fr](http://www.cc-actionpaysdefourmies.fr) rubrique **anor**

**ARTICLE 2 :** La construction projetée devra jouxter en tout point la limite séparative Nord-Ouest. Les eaux pluviales devront être recueillies sur la propriété (chêneau encaissé).

**ARTICLE 3 :** La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à Anor, le 21 mai 2021

Le Maire,

Jean-Luc PÉRAT



**OBSERVATION :** Le projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement communale, de la taxe d'aménagement départementale et de la redevance archéologique préventive. Ces taxes feront l'objet d'un titre de perception qui vous sera transmis les Services du Ministère des Finances.

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée (cf lettre jointe).

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

---

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté (décret n°2016-6 du 5 janvier 2016 et articles R.424-17 et R.424-18 du code de l'urbanisme). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, deux fois pour une durée d'un an sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité (articles R.424-21 et R.424-22 du Code de l'Urbanisme) si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyens accessible par le biais du site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  
Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.